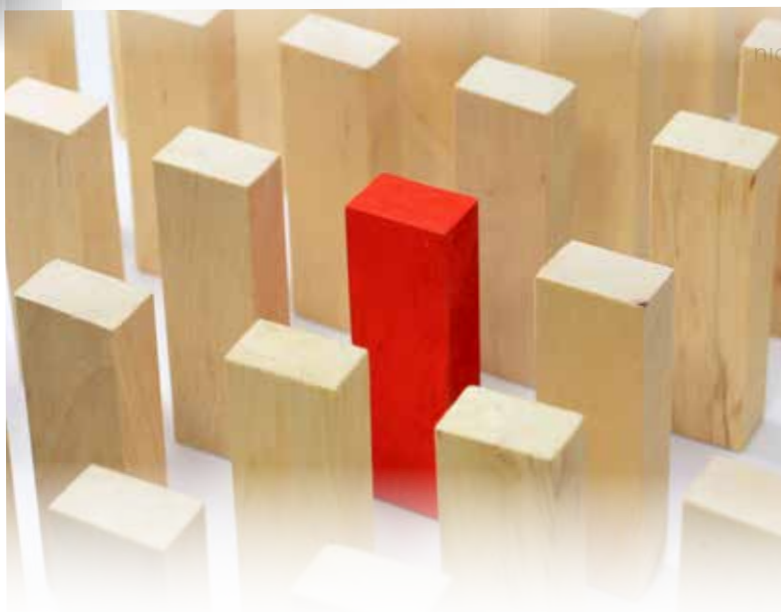


ENSEMBLE, AVEC NOS DIFFÉRENCES

Volume 1 -- No 3 -- Juin 2021

**ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION :
S'OUTILLER POUR CONTRER LES
INÉGALITÉS ET BRISER LES
BARRIÈRES SYSTÉMIQUES**



**CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE,
C'EST FAISABLE**



Portrait d'une élue
Avec Parise Cormier



ENTREVUE
Marjolaine Gilbert
Membre fondatrice du Réseau



TÉMOIGNAGE
Louise Brunet
Ancienne mairesse et préfète



COMMUNICATION
Être une bonne source selon
Anne-Elisabeth Benjamin

LA CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE : ÇA SE FAIT AVEC UNE ÉQUIPE SOLIDE !

MANON THERRIEN

Présidente
Réseau femmes et politique
municipale de la Capitale-Nationale



Il faut rajouter un pan de mur sur la scène municipale, car les politiciens n'ont pas pensé à certaines mesures : il n'y avait pas de garderies, pas d'accommodements pour les élues municipales. Plusieurs élues l'ont dit, il faut pouvoir adapter son horaire en politique, car il y a souvent des rencontres les soirs et les fins de semaine. Il serait bon d'avoir une espèce de reconnaissance de cet état de situation et qu'on puisse y travailler ensemble. Ce ne doit pas être un frein pour certaines femmes qui se disent : je vais m'occuper de mes enfants et quand ils seront assez vieux, je pourrai regarder du côté de la politique. Alors on perd souvent de bonnes candidates pour cette raison.

Il faudrait regarder ce qui pourrait être mis de l'avant dans les municipalités pour aider les femmes à se présenter. Elles ont de très bonnes idées pour leurs municipalités, mais n'arrivent pas à se présenter, car elles font le choix d'éduquer leurs enfants. Elles font le choix qui est très louable de donner la priorité à leurs enfants. Il faut trouver un moyen de les aider pour qu'elles n'aient pas ce choix déchirant à faire.

Il y a le côté bénéfique de l'entourage, car c'est un travail d'équipe. Le conjoint, la famille, le réseau peuvent donner un coup de main autant pendant la campagne électorale que pendant le mandat. Et ces personnes peuvent aider à se recadrer ou donner le coup de pouce nécessaire. Et le réseau peut les supporter et leur donner des alliés. On peut penser à des hommes pas seulement à des femmes qui sont déjà en politique et qui peuvent donner un coup de main pour comprendre la machine municipale.

Il y a le phénomène de la conciliation travail-travail-famille, car les femmes ne sont pas toujours à temps plein au conseil de ville dans de plus petites municipalités : elles ont ainsi un autre emploi en plus de leur rôle d'élues ce qui a un effet cumulatif et c'est plus lourd pour les femmes qui s'occupent également de leurs familles.

Donc mon message aux femmes qui veulent se présenter en politique c'est de préparer leur milieu familial et leur réseau pour qu'ils s'engagent avec elles dans la campagne électorale. Elles peuvent mettre en place une organisation pour bien planifier leur campagne. Elles doivent savoir comment se présenter et quels projets elles veulent mettre de l'avant. Durant l'été, elles peuvent sonder le terrain pour s'entourer d'une équipe et pour que les gens sachent dans quoi ils embarquent.

Ce qui ressort des entrevues de la Grande Tournée c'est que les femmes veulent changer des choses dans leurs municipalités et c'est pour cela qu'elles se présentent. Les élues nous ont également dit que leur entourage était derrière elles et c'est pour cela qu'elles ont pu foncer. C'est normal de se poser des questions sur comment on va y arriver et on peut s'inspirer de ces modèles de femmes qui ont pu le faire.

**La conciliation travail-famille, c'est faisable !
Votre visage sur les pancartes veut dire aussi qu'il y a une équipe derrière vous !**

CÔTE-DE-BEAUPRÉ : LÀ OÙ L'ON CONCILIE SON TRAVAIL, AVEC LE TRAVAIL D'ÉLUE ET LA FAMILLE



PARISE CORMIER

Mairesse de Saint-Ferréol-les-Neiges

L'implication en politique municipale demande un investissement personnel important dont les retombées sur notre entourage sont indéniables et considérables. Souvent, la première raison que l'on donne comme frein à la participation des femmes en politique est celle de la difficulté de concilier sa vie personnelle et professionnelle avec les obligations politiques des élues. Ce frein à l'implication des femmes en est-il un? Les démarches de notre Réseau au cours des dernières années, nous a fait découvrir que la réalité sur le terrain présentait une perception faussée : la conciliation travail TRAVAIL famille, s'est avérée faisable! Il est possible d'assurer son rôle d'élue malgré les nombreuses implications requises tout en partageant ce vécu avec sa famille et son entourage.

LES FAMILLES TOUJOURS DANS LA MIRE DES ÉLUES

Nous avons demandé à Parise Cormier, mairesse de Saint-Ferréol-les-Neiges et ancienne préfète de la MRC Côte-de-Beaupré, comment au cours de ses années en politique municipale, elle a pu dépasser le frein à l'implication de femmes dans son entourage. Selon elle, la conciliation travail-famille demeure toujours aussi pertinente et importante : « Je pense qu'il ne faut pas qu'on perde ça de vue et ça doit rester dans l'échiquier politique. C'est un défi de tous les jours pour tout le monde, pour toutes les familles, pour toutes les femmes qui ont envie de s'impliquer ». Elle ajoute qu'il faut toujours avoir à l'esprit que lorsqu'on met des mesures en place comme municipalité, on doit penser à cette conciliation travail-famille, on doit tout faire pour faciliter la vie de nos familles.

Plusieurs projets ont donc été mis en place par sa municipalité afin que les familles de Saint-Ferréol puissent partager des moments particuliers ensemble et en cela Madame Cormier soutient que concilier au quotidien les activités, c'est une façon de penser, c'est une façon d'agir, et que les candidates devraient avoir ça à l'esprit, car c'est une réflexion qui permet d'asseoir sa volonté et son implication politique. « Tout doit être fait pour que cette conciliation soit fluide et que tous les représentants de la municipalité puissent s'y reconnaître ». De ce fait, elle explique qu'elle tient compte de cette conciliation travail-famille lors des rencontres, des réunions, mais aussi dans la répartition de la charge de travail et des activités. C'est une réflexion quotidienne, mais n'empêche que cela reste un enjeu de taille encore aujourd'hui.

DES POLITIQUES FAMILLE QUI INSPIRENT LES CHANGEMENTS

Les dossiers de base d'une municipalité à savoir la voirie, la gestion des déchets ou le déneigement laissent place à de nouveaux dossiers sociaux comme la conciliation travail-famille. Cette année sera la troisième fois que la mairie de Saint-Ferréol-les Neiges renouvelle sa politique famille. « À une autre époque, on ne parlait pas du tout de ça. Une municipalité s'occupait de la voirie, l'eau potable et des déchets. C'est tout ça une municipalité, et nous avons une bonne administration qui est capable de prioriser ces dossiers-là. Les décisions sont aussi prises en fonction de là où on est rendue. La politique famille, c'est là où je trouve qu'on a un rôle à jouer pour venir dire qu'est-ce qu'on priorise, comment on voit ça, puis qu'est-ce qu'on veut. Ce genre de politique a des incidences importantes sur la sécurité de nos jeunes, de nos moins jeunes. Dans mon rôle d'élue, une telle politique vient me guider tout au long de mon mandat ».

Madame Cormier est en accord avec Nancy Pelletier, conseillère municipale à la municipalité de Beauré qui, lors de son passage à notre Grande Tournée, rebaptisait le thème en parlant de conciliation travail-TRAVAIL-famille. En effet, Madame Cormier soutient que dans les petites municipalités la réalité est différente que celle des grandes villes comme Québec où il est possible d'en faire un travail à temps plein. « ok, c'est faisable pour quelqu'un qui s'implique, mais pour les petites municipalités de moins de 5 000 habitants, tu ne peux pas faire ça à temps plein donc t'as un autre travail. La politique, c'est comme un travail à temps partiel, mais en même temps, en moyenne pour un conseiller, il y a entre 10, 15 et 20 h par semaine indépendamment de la période de l'année. Pour une mairesse, c'est entre 15 et 30 h par semaine que tu rajoutes à ton autre travail. On a raison de dire que c'est une conciliation travail-TRAVAIL famille. Le défi, je dirai qu'il est différent pour quelqu'un qui fait ça à temps plein parce qu'il y a aussi conciliation travail-famille, mais pour les petites municipalités, je vous dirai que ça rajoute une couche ».

« LA POLITIQUE FAMILLE, C'EST LÀ OÙ ON A UN RÔLE À JOUER POUR VENIR DIRE QU'EST-CE QU'ON PRIORISE, COMMENT ON VOIT ÇA, PUIS QU'EST-CE QU'ON VEUT. CE GENRE DE POLITIQUE A DES INCIDENCES IMPORTANTES SUR LA SÉCURITÉ DE NOS JEUNES, DE NOS MOINS JEUNES. DANS MON RÔLE D'ÉLUE, UNE TELLE POLITIQUE VIENT ME GUIDER TOUT AU LONG DE MON MANDAT ».

PARISE CORMIER



« JE NE TIENS JAMAIS RIEN POUR ACQUIS, CELA ME SERT BEAUCOUP EN POLITIQUE ET DANS LA VIE DE TOUS LES JOURS... »

En tant que panéliste du colloque de février 2020, Parise Cormier avait partagé son parcours d'élue au sujet des attentes envers notre entourage lorsqu'on se présente en politique. Elle avait alors abordé l'importance de la famille, des siens, pour mobiliser et atteindre nos objectifs. D'ailleurs pour elle, il faut viser la parité afin d'acquérir une meilleure diversité. Cette parité amène à une représentation plus équitable des femmes et des changements de société plus viables car cette parité permet de prendre en considération les enjeux de tous.

LE BIEN-ÊTRE DES FAMILLES ET LEURS BESOINS AU CŒUR DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DES MUNICIPALITÉS.

En sus des aménagements faits pour que la politique famille soit effective et qu'elle entre dans les mœurs, Madame Cormier et son conseil surfent sur différents autres dossiers qui apportent un plus à cette politique. La municipalité étant située au pied de la montagne a actuellement, en ligne de mire, un projet relatif au Mont-Sainte-Anne. Parise Cormier souhaite que l'on rende accessibles à la population ces immenses terrains de jeu afin que ses citoyens puissent profiter davantage des activités en plein air.

« C'est sûr que pour une municipalité c'est très intéressant de collaborer, d'être partenaire, d'être impliquée ou que ça nous appartienne, peu importe le modèle ». Saint-Ferréoles-les-Neiges n'a pas encore défini le modèle exact, mais actuellement, c'est une entreprise privée qui gère. Ce qui est souhaité, c'est de prendre comme modèle québécois la Montagne du Diable à Ferme-Neuve qui est devenue un parc régional. Parise Cormier cite des exemples de sites exceptionnels, magnifiques que les communautés reprennent. Des parcs qui sont pris en charge par le milieu par la création d'organismes à but non lucratif afin de devenir des lieux qui sont accessibles à toute la population.

« Ce sont des lieux qui sont aussi accessibles financièrement parce que le gouvernement, les municipalités, les MRC s'impliquent » précise-t-elle. « Ce ne sont pas des activités qui sont très dispendieuses pour aller marcher, faire de la randonnée pédestre, ski de fond ou peu importe. Donc ce sont des activités de plein air accessibles pour les familles, donc, pour moi, ça vient me chercher parce qu'effectivement la famille est importante, les jeunes, les gens, donc c'est un dossier, oui, qui nous tient particulièrement à cœur ». Elle regrette dans cette même lancée que le gouvernement ait cédé en 1994 la gestion de ce territoire à une entreprise privée, mais elle explique que cela fait de ce gros dossier un magnifique dossier pour la communauté et la région, qui touche le développement économique, le développement touristique et surtout la qualité de vie de toutes les familles de la Côte-de-Beaupré et ses citoyens.

Toutefois, Madame Cormier mise sur une plus grande collaboration entre les différents acteurs afin que ce projet puisse être gagnant pour toutes les parties. Elle a réussi à avoir une entente avec le Mont-Sainte-Anne pour que soient octroyés, durant l'été, des camps de jour, pour que les jeunes de sa commune puissent y faire des activités. Elle souhaite avoir plus encore.

Parise Cormier suit les activités de notre Réseau et elle est de celles qui souhaitent voir davantage de femmes en politique. Elle fait sa part en sollicitant les femmes de son entourage et accompagne certaines dans leur cheminement vers les niveaux décisionnels. « Il y'a deux choses que je trouve qui sont super importantes à dire, puis à redire aux femmes. C'est qu'elles doivent se faire confiance, elles peuvent changer quelque chose. Les femmes dans un conseil municipal font une différence. On amène notre petite couleur, notre saveur, notre façon de penser et ça fait une différence dans les décisions qu'on prend au quotidien ».

Avec des valeurs très axées sur la famille, la qualité de vie et le plein air, Parise Cormier ajoute que ses prises de position paraissent dans les décisions prises. Selon elle, la présence de femmes peut faire une différence sur l'aboutissement des enjeux : « On fait de la politique de proximité donc on est près des gens, près des citoyens. Dans toutes les décisions que l'on prend, on peut sentir le changement. Moi, je me dis qu'on fait de grandes choses au fond. On vient améliorer la qualité de vie de notre communauté. C'est un grand sentiment de reconnaissance, de fierté, c'est agréable ».



ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION : S'OUTILLER POUR CONTRER LES INÉGALITÉS ET BRISER LES BARRIÈRES SYSTÉMIQUES



CAMILLE ESTHER GARON
Forum Jeunesse Afro-Québécois

IRÉNA FLORENCE HARRIS
Experte-conseil en diversité, équité, et inclusion
Ville de Québec.

L'égalité est un droit fondamental et constitue une valeur essentielle de la démocratie québécoise. Malgré tous les acquis des dernières décennies et l'adoption de lois qui garantissent l'égalité de droit, de nombreuses inégalités persistent aux plans social, économique et politique⁽¹⁾. Faisant suite aux débats publics et l'actualité parfois désarmante concernant la violence envers les femmes et les méfaits du racisme, plusieurs travaillent présentement à tenter de changer les manières de faire, nos perceptions de l'autre et nos pratiques au sein de nos communautés, dans nos villes et municipalités. Pour contrer les inégalités, l'égalité ne suffit pas. Il faut repenser nos manières de faire et d'être en misant davantage sur l'équité et la diversité afin de favoriser l'inclusion de tous les citoyen.ne.s.

Notre réseau est allé à la rencontre de deux femmes issues des minorités visibles qui oeuvrent au coeur de la ville de Québec. Camille Esther Garon, agente de développement pour le Forum Jeunesse Afro-Québécois, et Iréna Florence Harris, experte-conseil en diversité, équité, et inclusion à la Ville de Québec. Chacune à leur manière, elles nous font valoir la richesse de la diversité au sein de nos communautés et découvrir leur dévouement commun pour faire valoir la différence par l'équité, la diversité et l'inclusion sociale.

S'OUTILLER ET SE DONNER LES MOYENS D'AGIR DE MANIÈRE PLUS ÉQUITABLE

Au cours des trois dernières années, notre Réseau a accompagné des MRC dans l'élaboration des politiques d'égalité, assorties de plans d'action, visant à soutenir le développement de mesures concrètes vers l'égalité entre toutes et tous. Ces mesures favorisent l'atteinte d'une plus grande égalité dans nos manières de faire et d'établir une marche à suivre à tous les niveaux de l'organisation municipale. En tant qu'outil porteur de changements plus égalitaires, ce genre de politique permet de guider les décideurs dans leur manière d'aborder les dossiers et projets municipaux. Mais, nous croyons qu'il faille aller encore plus loin en y intégrant des notions d'équité et d'inclusion pour faire valoir la diversité.

Grâce à une vision élargie du monde, les municipalités peuvent se munir de nouvelles façons de faire pour répondre aux attentes de tous les citoyens et citoyennes. L'adaptation du milieu de vie en fonction des besoins spécifiques des femmes visent aussi à favoriser une participation égalitaire et équitable des femmes et des hommes au développement de leur communauté. Camille Esther Garon croit qu'il faut inclure dans cette démarche des efforts d'inclusion sociale des citoyennes et citoyens marginalisés et issus de la diversité, victimes d'inégalités potentielles reliées aux barrières systémiques ancrées dans nos sociétés.

(1) Ensemble pour l'égalité, Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021, Secrétariat à la condition féminine, 2017
<http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/Egalite/strategie-egalite-2021.pdf>

« Lorsqu'on parle de la représentation des femmes, on parle d'inclusion sociale et d'équité pour s'assurer qu'elles ont les mêmes droits et les mêmes conditions professionnelles et sociales », affirme-t-elle. « L'égalité et l'équité, ça comprend les femmes de tous les horizons. Et, le milieu municipal et communautaire est très important, car c'est la première ligne de front peu importe le domaine qui permet d'avoir un rapprochement individuel ».

En citant l'exemple de la Ville de Québec et sa stratégie de diversité, d'équité et d'inclusion, Camille propose d'apporter un angle intersectionnel à nos activités et développement. « Quand on parle d'intersectionnalité, on reconnaît les différents défis et obstacles qui sont simultanés. On a la question des femmes issues de l'immigration, des femmes racisées noires et /ou autochtones, des femmes issues des communautés LGBTQia2+ et on arrive à une reconnaissance, on donne la parole et on permet le dialogue pour comprendre les défis et enjeux des autres femmes dans cet environnement ».

POSER DES GESTES CONCRETS ET PORTEURS AFIN DE SOLIDIFIER LE TISSU SOCIAL ET D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES CITOYENS DE QUÉBEC

Autour de ses notions du *Vivre-ensemble*, la Ville de Québec fait preuve d'innovation et de proactivité pour tenter de créer une société prospère, pour maintenir et développer la cohésion sociale et pour lutter contre toute forme de discriminations et d'inégalités. Iréna Florence Harris a le mandat de mettre en place une politique de diversité, équité et inclusion en collaboration avec les services municipaux de la Ville de Québec.

« Une politique de diversité, d'équité et d'inclusion n'est pas uniquement parce que tu as des gens racisés, c'est parce que tu veux que tous les citoyens soient bien représentés », affirme madame Harris. « C'est bon pour n'importe quelle municipalité. Si tu as développé le réflexe de penser à ce dont la personne a besoin alors là tu vas faire la même chose lorsqu'une personne immigrante arrivera. Tu vas être habitué à te poser la question : Qu'est-ce que la personne a besoin pour être heureuse de vivre ici. Il faudrait que ça devienne un réflexe ».

« UNE POLITIQUE DE DIVERSITÉ, D'ÉQUITÉ ET D'INCLUSION N'EST PAS UNIQUEMENT PARCE QUE TU AS DES GENS RACISÉS, C'EST PARCE QUE TU VEUX QUE TOUS LES CITOYENS SOIENT BIEN REPRÉSENTÉS »

IRÉNA FLORENCE HARRIS

Les notions d'égalité partagent l'espace public avec celles d'un important besoin d'équité. L'égalité doit aussi faire place à l'équité. Il faut donner les outils aux gens dont ils ont besoin pour réussir et ainsi donner l'accessibilité universelle.

Selon Iréna Florence Harris depuis qu'on est jeune, on est conditionné à l'égalité. « Maman donne 3 bonbons, un à chacun de tes ami.e.s, c'est égal, la vie est belle! Mais l'égalité, ne sert pas toujours tout le monde », explique-t-elle en poursuivant avec l'exemple qui suit : « si je remets un crayon et bout de papier à chacun pour prendre des notes durant la réunion, dans ce cas-ci c'est égal. C'est équitable, on peut écrire, on a les outils dont on a besoin. Par contre, si je n'ai pas de bras, c'est égal, mais cette égalité ne m'aide pas à écrire. Alors l'équité va être de me donner ce que j'ai besoin pour écrire : un ordinateur avec un logiciel de reconnaissance vocale. L'équité, c'est de demander aux gens ce qu'ils ont besoin. C'est réellement par l'équité qu'on peut avoir cette inclusion. L'inclusion va au-delà de simplement être là! »

Mme Harris croit que pour favoriser une plus grande équité et diversité, les villes et municipalités doivent revoir les façons dont elles offrent et développent des services. La manière dont elles présentent et qu'elles choisissent entre des projets plus que d'autres repose inconsciemment sur cette vision du quoi faire, du quoi choisir, du nous collectif, de ce qu'une ville sait que ses citoyen.ne.s attendent d'elle. C'est là que l'idée du *Vivre-ensemble* devient importante. C'est ce *Vivre-ensemble* qui va nourrir les notions de diversité et d'inclusion. Donc, une politique comme celle de la Ville de Québec permet de développer sa propre vision qui sera différente selon les services offerts et qui inspirera les changements à apporter pour répondre aux besoins de tous.

DES PLAFONDS DE VERRE ET BARRIÈRES SYSTÉMIQUES À BRISER

Pour Camille E. Garon, se doter de telles politiques va permettre d'avoir une plus grande représentation des femmes à des postes décisionnels au sein de la ville de Québec. « Non seulement ça brise le plafond de verre, mais ça ouvre la porte à d'autres

femmes qui voudraient avoir des postes décisionnels et qui souhaitent s'engager dans ce qu'elles veulent faire et où elles veulent aller. Quant au *Vivre-ensemble*, c'est le « comment » on peut apporter cette notion et appliquer des initiatives qui vont le soutenir, favoriser une inclusion ainsi qu'une équité. Le *Vivre-ensemble* implique qu'il faut s'assurer que les personnes soient bien traitées et de la bonne manière. Il faut donc aborder les enjeux des barrières systémiques. C'est très important! ».

Pour elle, l'utilisation du mot « systémique » permet de ne pas parler directement des individus. Le mot « systémique » amène des notions d'institution qui, consciemment ou inconsciemment, peuvent créer des barrières à des personnes par rapport à leur origine, leur handicap, leur genre ou leur orientation sexuelle. Et il faut en parler pour arriver à un meilleur *Vivre-ensemble*.

L'arrivée de Mme Harris et l'adoption d'une politique par la Ville de Québec, est selon Camille Esther Garon une excellente nouvelle. « Elle va pouvoir mettre en place des initiatives pour permettre l'inclusion et la diversité dans la ville. Ça ouvre une porte. C'est le début d'un dialogue, d'une discussion afin de connaître les réalités des personnes racisées, des personnes noires et autochtones de la ville de Québec. C'est une manière de favoriser leur implication ».

SAVOIR LE « COMMENT » POUR INCLURE DAVANTAGE LES DIVERSES COMMUNAUTÉS

Iréna Florence Harris croit que pour réussir à faire vivre ce genre de politique, ça prend de bonnes communications pour changer la façon dont les gens pensent. « On veut savoir comment les communautés peuvent se voir et se reconnaître dans la ville tout en bâtissant nos compétences culturelles. On veut vraiment que les citoyens de Québec voit la diversité de notre ville comme une

richesse; que les citoyens voient la contribution des autres comme un plus ». À l'aide de campagnes de sensibilisation en s'appuyant sur l'idée du *Vivre ensemble*, le Québec souhaite changer les perceptions et démontrer que ses citoyens sont tous des Québécois.

LE RÉSEAUTAGE POUR SE DÉCOUVRIR ET CRÉER DES LIENS ENTRE LES CITOYENS

La nécessité de créer des réseaux entre les communautés et les citoyens est primordiale. La Ville de Québec mise entre autres sur sa Maison de la diversité pour créer des occasions de réseautage en invitant les associations et leurs membres à venir rencontrer les gens de Québec, d'autres groupes ou associations afin de mieux se connaître.



« On souhaite mettre les gens ensemble, en contact. Il faut faire plus de réseautage, car cela aide à faire des connexions », explique Mme Harris. « Tu connais quelqu'un qui connaît quelqu'un qui peut t'aider... on n'a pas ce réflexe-là ici. Quelqu'un de Québec qui a son réseau ne ressent peut-être pas la nécessité d'élargir son réseau. Mais quand tu arrives d'une autre place, tu n'as pas de réseau, tu n'as personne dans ta vie. Il faut que tu te crées une nouvelle vie. En créant cet espace où les gens pourront se rencontrer, échanger, se découvrir, apprendre à se connaître et créer des liens, on souhaite faire rayonner la diversité partout dans la ville ».

Sur le plan des communications, Camille Esther Garon est convaincue du bienfait de développer des réseaux. Une des barrières est justement de ne pas avoir de réseau. Les femmes dans des postes décisionnels doivent avoir des réseaux. Il faut donc que les femmes soient à la rencontre des autres et à l'écoute pour en arriver à un dialogue et un échange. « Il ne faut pas hésiter à poser des questions sur les enjeux et arriver avec des initiatives, des idées et de la passion pour compléter les solutions qui ont déjà été apportées pour résoudre des problématiques. Les femmes doivent prendre leur place. Ça peut être d'aller vers un parti politique, vers un conseil de quartier où il y a beaucoup d'enjeux qui vont permettre à ces femmes de pouvoir se rencontrer, de pouvoir se soutenir et de se faire entendre ».

Pour elle, avant tout, l'inclusion est un choix : « Comment va-t-on appliquer que ce soit des règlements, des pratiques pour avoir une bonne cohésion, et un respect mutuel en politique. Il y a un lien à faire, car on veut s'outiller, se mobiliser, se rencontrer et discuter. Apporter l'enjeu de l'inclusion, c'est d'avoir des femmes qui représentent la diversité. L'enjeu est de retrouver toute cette diversité, comme la diversité de genre, de l'orientation sexuelle, des âges avec l'intergénérationnel, des femmes qui sont bientôt à leur retraite, des jeunes femmes dans la vingtaine ».

DES POLITIQUES POUR APPUYER L'INCLUSION ET LA DIVERSITÉ, UN OUTIL POUR TOUTES LES VILLES ET MUNICIPALITÉS

Pour favoriser des prises de décisions éclairées, il est essentiel de s'outiller pour se donner des balises qui guideront de nouvelles façons de faire, et où l'équité et l'inclusion devront s'imposer comme des paramètres fondamentaux du développement municipal. En initiant la réflexion et en se dotant d'outils de changement, les municipalités pourront demeurer à l'affût et sensibles au besoin de tous comme une première étape pour contrer l'exclusion sociale et les méfaits du racisme.

Selon Iréna Florence Harris, si vous voulez réellement voir la représentation de votre diversité dans votre société, vous avez besoin d'équité. « Beaucoup de gens souhaitent reconnaître et favoriser la diversité et l'inclusion comme idée, mais il te manque le comment tu vas le faire? C'est par l'équité que ça passe. Ce n'est pas juste d'avoir ou de voir cette diversité. Par exemple, pour qu'il y ait plus de femmes, il faut les aider en leur donnant des outils pour se rendre là où on veut qu'elles aillent. Il y a beaucoup de chemin à faire entre avoir la diversité et avoir de l'inclusion. Il faut travailler pour bâtir cette société-là ».

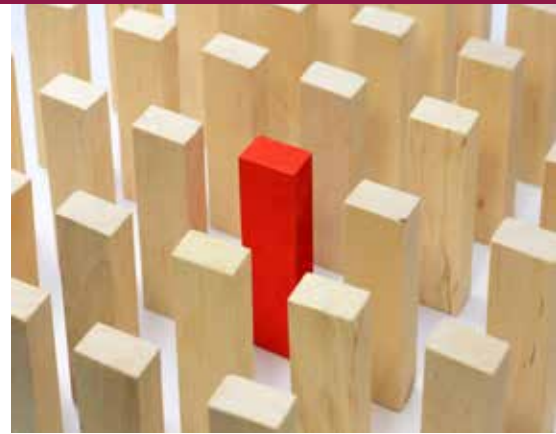


Crédits photos: Québec Hebdo, 31 mars 2021



Crédits photos: Le Soleil, 16 mai 2021

« Même dans les plus petites municipalités, si on regarde l'équité largement, même si tout le monde est blanc, ça ne veut pas dire qu'ils sont tous pareils, tu vas avoir des gens avec des orientations sexuelles différentes, vivant avec des handicaps visibles et invisibles, différents groupes d'âge, il y a plein de gens dans notre société « blanche » qui sont différents. La diversité, c'est bon pour tout le monde! ». (Iréna Florence Harris)

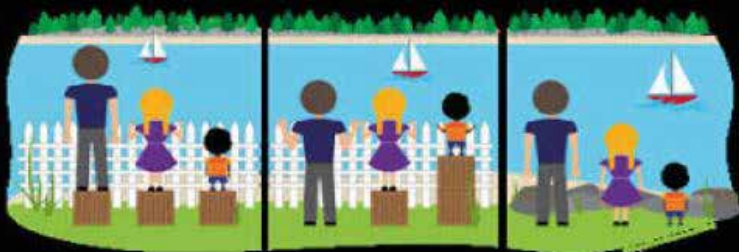


PLUS DE FEMMES SOUHAITÉES AUX ÉLECTIONS DE NOVEMBRE

Camille rêve d'un Québec inclusif, d'une ville de Québec inclusive, pour une représentation dans les postes décisionnels. Pour cela, il faut relever l'enjeu d'avoir plus de femmes en politique municipale; il faut que plusieurs femmes atteignent les postes décisionnels : des conseillères et des mairesses. « Il faut ne rien prendre pour acquis et de ramener le « pourquoi on le fait ». Si les jeunes femmes s'embarquent en politique ou dans des postes décisionnels, et qu'elles sont prêtes à foncer, il faut demeurer déterminées! Il faut garder en tête pourquoi on le fait et pourquoi c'est important pour soi. Et pour permettre d'avoir une connexion avec les personnes, il faut que les gens puissent vous connaître dans votre authenticité et votre intégrité ».

« Dans mon cas, je me considère comme une personne Afro-Québécoise, ma langue c'est le français, je parle québécois et je suis installée dans la ville de Québec. Et je suis une personne issue de la diversité. C'est différent quand on est une étudiante internationale. C'est différent d'une femme qui est issue de l'immigration et qui est une mère. C'est là qu'on doit aborder l'intersectionnalité et reconnaître cet enjeu. Je crois qu'il y a une réflexion à faire du côté des instances au pouvoir pour déterminer les axes afin que ces femmes soient reconnues et qu'elles ne soient pas invisibles. Elles doivent prendre leur place et quand elles embarqueront en politique, elles pourront avoir les moyens et l'entourage nécessaires pour contribuer au changement ».

De son côté, Iréna Florence Harris propose aux femmes d'oser! « Osez, essayez, si on n'essaie pas on ne gagne rien. Il faut prendre notre peur et la mettre de côté, puis on essaie, on foncé! Si ça ne fonctionne pas, et bien ça ne fonctionnera pas, ce n'est pas plus grave, car au moins, on aura essayé! Les gens viennent s'établir à Québec avec un vécu incomparable, ils arrivent avec un vécu d'ailleurs, ils ont des histoires différentes, ils ont vu d'autres choses. Ce n'est pas une question d'intelligence, mais de bagage de vie. Connaître les autres cultures, connaître les gens qui ont d'autres expériences, c'est ça qui enrichit nos vies. C'est pourquoi je leur dirais d'oser! »



égalité

(égalité des moyens)

Chacun bénéficie du même support.
Chacun est traité avec égalité...
mais inégalité.

équité

(égalité des chances)

Chacun bénéficie d'un
support personnalisé.
Chacun est traité avec équité
mais inégalité.

Aucun support n'est
nécessaire, car la cause
de l'inégalité a disparu.

Des changements doivent se faire ensemble. C'est pourquoi le Réseau souhaite rejoindre davantage les nouveaux arrivants ou les personnes issues des minorités visibles et les invite à s'impliquer afin de nous enrichir comme société de cette belle diversité. Voilà le premier pas à faire, notre Réseau est prêt à contribuer à ce changement en accompagnant les décideurs au niveau municipal!

COMMUNICATIONS ET RELATIONS DE PRESSE: ÊTRE UNE BONNE SOURCE!

Anne-Elisabeth Benjamin

Conseillère en communication
au sein des municipalités et
professionnelle en relations de presse



COMME CANDIDATE AUX PROCHAINES ÉLECTIONS MUNICIPALES, VOUS AVEZ UN OBJECTIF EN COMMUNICATION : PASSER VOTRE MESSAGE À VOS ÉLECTEURS.

Au cours de cette période déterminante, vous bénéficierez d'une attention médiatique importante, donc il faut apprendre à en faire bon usage. Ni vos amis ni vos ennemis, les journalistes sont des professionnels indépendants avec lesquels vous bâtirez une relation basée sur le service client.

En effet, en pleine crise des médias traditionnels, rappelez-vous qu'ils doivent traiter plus d'actualités avec moins de ressources. En conséquence, assurez-vous qu'ils aient tout en main pour couvrir votre nouvelle en leur fournissant tout ce dont ils ont besoin, du communiqué de presse jusqu'au visuel. Vous maximiserez ainsi vos chances de couverture médiatique.

De plus, afin de se démarquer dans une ère où la compétition pour obtenir plus de clics est féroce, ils chercheront des exclusivités ou des angles inexploités. Vous ne pourrez contrôler les questions, mais assurez-vous de maîtriser parfaitement vos réponses. Préparez-vous à vos entrevues en anticipant les questions plus difficiles, déterminez les messages que vous souhaitez passer et focalisez sur ceux-ci avec concision.

S'ENTOURER POUR DES COMMUNICATIONS EFFICACES

Qui êtes-vous? Que proposez-vous? Comment vous distinguez-vous? Il est impératif de vous positionner et de cibler vos électeurs pour gagner des votes. En outre, en évitant de vous perdre dans du contenu secondaire, vous augmentez significativement vos chances de faire parler de vous pour les raisons souhaitées.

Pour vous aider dans votre démarche communicationnelle, n'hésitez surtout pas à vous entourer de professionnels des communications. Être une personnalité publique à temps complet qui entretient des relations de presse en campagne électorale est certes une nouvelle réalité à apprivoiser, mais sachez qu'elle sera beaucoup plus facile à naviguer lorsqu'on est bien guidé. Stratégiques et dignes de confiance, ils auront aussi un œil vigilant sur les terrains glissants qui pourraient se trouver sur votre chemin.

En somme, une bonne stratégie de communication appliquée rigoureusement et des relations de presse efficaces constitueront vos devises pour mener votre campagne vers la victoire!



TENIR BON DEVANT LE MANQUE DE RESPECT ET LE HARCÈLEMENT AU SEIN DU CONSEIL MUNICIPAL.



LOUISE BRUNET

Ancienne élue et administratrice
Réseau femmes et politique
municipale de la Capitale-Nationale

Les conseils municipaux sont trop souvent empreints de harcèlement, ponctués de manque de respect et parfois même marqués de violence. Le leadership à la ville en prend alors un coup. Quand la politique municipale devient malsaine, il faut tenir bon en s'appuyant sur ses valeurs et en assurant des échanges mobilisateurs et inclusifs. Dans le respect de la démocratie exprimée, des élues doivent parfois gérer des situations marquées d'arrogance et d'impertinence qui n'ont pas leur raison d'être. Il faut alors passer outre et trouver des terrains d'entente pour assurer la continuité tout en tentant de conserver une ambiance favorable à la poursuite des projets municipaux.

Dans cet article, on vous propose un partage qui s'est avéré tout de même positif, celui du vécu d'une ancienne mairesse et préfète qui témoigne des difficultés rencontrées et tout à fait inattendues qui se sont malgré tout conclues par la réalisation de projets mobilisateurs et porteurs pour les citoyens.

Louise Brunet était mairesse du Lac Beauport en 2013 et a été nommée préfète de la MRC de la Jacques-Cartier deux ans plus tard. Professeure de musique de formation, elle a commencé son implication très jeune. Elle explique que toute sa jeunesse, sa mère était organisatrice des loisirs dans la région de Montréal et elle s'impliquait déjà dès l'âge de 14-15 ans. Donc, pour elle, c'est naturel d'aider la communauté. Selon elle, entrer en politique et se présenter aux élections était le meilleur moyen pour aider la communauté, car « les parents des étudiants de mes cours de musique discutaient avec moi des problématiques à l'intérieur de la municipalité ».

UNE ENTRÉE EN FONCTION TUMULTUEUSE

Étant une personne qui aime les défis, elle s'est lancée ayant comme ambition d'apprendre sur le tas. Elle a mené campagne et a réussi à se faire élire. Toutefois, dès son entrée en fonction, les choses se sont dégradées. « Quatre de mes conseillers se sont retournés contre moi. J'ai essayé de les convaincre et de m'acclimater à tout ça. Quand on arrive, on a beaucoup à apprendre et il faut prendre le temps. Ces conseillers étaient pressés et ils voulaient me déloger. Ils m'ont demandé de démissionner. Ça ne marchait pas comme ça pour moi. J'ai refusé et tenu le coup ».

La violence physique et psychologique influence la mobilisation et la rétention des femmes en politique municipale. Ces situations désobligeantes, qui minent le climat de travail, et expliquent la perception négative des citoyens envers le rôle et les obligations de celles et ceux qui les représentent. Les doutes quant à la capacité à bien accomplir son travail d'élue deviennent encore plus oppressants quand, face à l'aspect conflictuel de la politique, on y ajoute une confrontation inutile, teintée de violence et d'intimidation verbales. Les femmes sont trop souvent victimes de situations d'intimidation, de harcèlement psychologique, de discrimination et d'exclusion de la part des membres du conseil municipal. Les préoccupations des élues démontrent que l'insécurité, la discrimination et le harcèlement sont des freins toujours bien ancrés dans les mentalités.

Victime d'intimidation, Louise Brunet a même reçu des menaces souhaitant sa démission. Elle a décidé de battre pour s'imposer en tant que mairesse, et ce, même si cela n'a pas été facile. Pour être le plus juste dans ses actions, elle a fait une introspection, se demandant si c'était elle le problème allant même jusqu'à demander des avis extérieurs (d'autres maires ayant plus d'expériences). Mais il en est sorti que le problème n'était pas elle, mais bien ses détracteurs.

De ce fait, elle ne s'est pas laissé submerger par la peur. Elle s'est plutôt battue pour obtenir gain de cause. « On a fermé le parti et nous sommes tous devenus indépendants et j'étais minoritaire avec deux autres personnes. Malgré tout cela, j'ai toujours laissé de la place à tous les conseillers et ils avaient droit de parole. Je n'avais rien à me reprocher. C'était de la démocratie même s'ils n'ont pas voulu collaborer. Ce n'était pas mon problème. Je travaillais pour ma population. Avec mon directeur général, j'ai réussi à résoudre des dossiers et on a développé des stratégies ».

DES DOSSIERS MENÉS À BIEN

Durant son mandat, Madame Brunet a mené plusieurs dossiers même si certains de ses collaborateurs ont voté contre. « On était dans une période de développement pour de l'eau potable. On avait des réunions toutes les semaines. J'étais pour les changements pour la protection de l'eau potable. Les experts nous disaient qu'il pouvait y avoir des conséquences pour le Lac St-Charles et pour le Lac Beauport. Les promoteurs immobiliers étaient mécontents et j'ai dû prendre position. Mon conseil de la municipalité était contre et moi j'étais pour. Des maires d'autres municipalités étaient contre eux aussi. Il a fallu se battre ».

Toutes les décisions qu'elle a eu à prendre ont été pour le bien de sa communauté. En effet, le fait que le conseil soit contre ne l'a pas déstabilisée au contraire elle leur a fait face, car « des citoyens de ma municipalité étaient pour la protection de l'eau et l'arrêt des constructions ».





En sus de ce dossier, elle explique qu'elle en a deux autres dont elle est particulièrement fière : la sécurité routière et la protection d'eau potable. « J'ai fait diminuer (pour un) les limites de vitesse sur le territoire. (Pour l'autre) J'ai fait passer l'aqueduc et l'égout dans un secteur où il y avait des problématiques de fosses septiques, là où le maire de Québec Régis Labeaume trouvait que ça n'avait pas de bon sens. J'ai réussi à aller chercher une grosse subvention, 3,4 millions environ, pour réaliser ce projet qui a duré deux ans. Je passais voir les gens dans les tas de sable et les gens étaient contents d'avoir de l'eau potable. Il y avait beaucoup de développement et il pouvait y avoir des dangers de contamination, mais on a trouvé et appliqué des solutions. Je suis très fière d'avoir réussi à régler ce dossier ».



Louise Brunet s'est relevé les manches et a repris les dossiers majeurs laissés en suspens par la direction précédente. « Quand je suis arrivée, tous les hôtels avaient été démolis. L'ancien maire avait commencé à faire des contacts et tout s'est arrêté quand je suis arrivée. J'ai voulu repartir la machine et faire les choses de la bonne façon. Il y avait beaucoup de défis, car c'était sur le bord du lac et des gens n'étaient pas contents. J'ai rencontré la population avec les ingénieurs pour que ceux-ci expliquent le projet. On a eu l'appui des citoyens et on a pu réaliser le projet d'hôtel et cela m'a apporté beaucoup de fierté ».

Ces derniers exemples créent des malaises qui freinent la participation des femmes en politique. Humiliant, assurément diminuant, que ce soit des réactions impulsives où des décisions sont prises par une majorité masculine, ces situations reflètent malheureusement des manières de faire et de penser qui créent de l'intimidation et affecte la poursuite du travail de représentation! ».

UN CONSEIL POUR LES FEMMES

Madame Brunet demande aux femmes souhaitant devenir candidates d'être persévérantes et d'avoir de l'empathie pour les citoyens tout en demeurant à l'écoute. Elle ajoute qu'il ne faut pas avoir peur, car les femmes ont déjà ces qualités « en élevant des enfants, on devient très patiente ». C'est une vocation la politique, ce n'est pas toujours facile, il faut être disponible.



D'AUTRES SITUATIONS SIMILAIRES EN CAPITALE-NATIONALE

Malheureusement cette situation n'est pas unique à Mme Brunet. Des attitudes néfastes et des gestes parfois déplacés affectent d'autres municipalités. Il faut dénoncer de tels malheureux événements. Le Réseau croit que nous devons tous ensemble agir pour favoriser la mobilisation. C'est d'ailleurs pourquoi il a dénoncé deux autres situations marquantes sur le territoire de la Capitale-Nationale.

MARTEAU DE BOIS VOLANT!

En 2019, la mairesse de Saint-Aimé-des-Lacs, dans Charlevoix, a vu les esprits s'échauffer au sein de son conseil municipal au point qu'un de ses conseillers, suite à un débat enflammé, lui a enlevé des mains le marteau de bois utilisé pour contrôler l'assemblée pour le lancer au fond de la salle. Heureusement personne n'a été blessée par ce geste de colère, mais la mairesse a tout de même subi un malaise et dû poursuivre par la suite son travail d'élue dans une ambiance marqué au fer rouge.



RETOUR SUR INVESTISSEMENT, VRAIMENT?

Récemment, en mars 2021, une élue de Saint-Augustin-de-Desmaures s'est fait refuser le défraiement des coûts d'inscription habituellement assumés par sa ville lui permettant d'assister aux assises de l'UMQ pour des raisons questionnables. Prétextant que cela était injustifié étant donné que nous sommes à quelques mois des élections municipales, selon le conseil de ville, cette participation ne permettrait pas « un retour sur l'investissement ». Voilà un bel exemple d'une prise de position d'un conseil de ville majoritairement formé d'élus / hommes faisant la démonstration de manières de faire de la politique néfastes pour l'ambiance de travail et surtout nuisibles pour l'implication et la participation des femmes! Plus de femmes au municipal, voilà le vrai retour possible sur notre investissement social!

Malheureusement, on entend trop d'histoires du genre et pire avec les dérapages des médias sociaux plusieurs élu.e.s démissionnent. De plus quand des situations désobligeantes du genre sont médiatisées cela influence les perceptions des citoyennes envers la politique municipale. Les répercussions négatives sur la décision des femmes qui hésitent à s'impliquer davantage sont indéniables. Le Réseau souhaite que les élu.e.s trouvent les appuis nécessaires dans le milieu municipal pour remédier à la situation et éviter que cela se répète. Le Réseau réitère son appui aux MRC et municipalités qui aimeraient développer des outils favorisant l'inclusion et l'implication des femmes intéressées à s'investir.



Les bons coups



Joëlle Genois
Conseillère
Municipalité de Portneuf

ÊTRE ACCESSIBLE POUR SES GENS

Le meilleur coup de Joëlle Genois, conseillère municipale de Portneuf, est d'avoir de l'écoute pour les siens. Elle considère que son rôle est de faire le lien entre la ville, les élu.e.s et la population et faire une équipe. Un de ses bons coups, c'est d'être accessible. Pour elle, une personne qui s'exprime ce n'est pas un « chialeux », ce sont nos yeux sur le terrain. C'est une idée différente qui, au besoin, est apportée et des points à amener au conseil par la suite.

« Les gens ne sont pas toujours à l'aise d'exprimer leur point de vue, car ça peut être intimidant au conseil de ville. Je me sens à l'écoute des gens. Ce n'est pas toujours facile. J'ai passé beaucoup de temps au téléphone avec des gens et ça pouvait être difficile à gérer. Le défi était de taille, mais avec le temps je me suis rendu compte que j'étais « un moyen de communication » et que je pouvais verbaliser aux gens les prises de décisions ».

Joëlle Genois a touché à plusieurs dossiers comme les loisirs, la politique familiale, la soirée Hommage aux bénévoles, la marina, le maintien d'une clinique médicale, la pratique du soccer et ça lui a permis de se faire connaître. Élu.e par acclamation pour un 2^e mandat, pour elle cela veut dire que les gens ont apprécié son écoute.

« C'est mon approche de vulgariser et je veux que les gens se sentent en confiance avec les gens qu'ils ont élus. C'était mon défi et je pense que je l'ai honoré. Réussir à écouter et communiquer avec et pour les citoyens, c'est une de mes plus belles réalisations ».



Nancy Pelletier
Conseillère
Ville de Beaufort

SA FAMILLE MISE À CONTRIBUTION!

Depuis avant son élection, Nancy Pelletier, déjà en partenariat avec l'organisme Ressource familiale Côte-de-Beaufort, a organisé avec la ville une fête hivernale à grand déploiement à Noël où elle accueillait les enfants. Encore aujourd'hui, un livre est remis à chaque enfant. « Ce qui est important pour moi de pouvoir offrir un livre en cadeau. C'est une grande fierté d'organiser un événement, c'est tellement rassembleur. Les employés de la ville sont bénévoles et s'impliquent cette journée-là. Ma fille et mon fils se transforment en fée des glaces et en lutin, donc c'est aussi un événement familial, un moment comme élu.e pour passer du temps avec mes propres enfants ».

Elle cite aussi la réalisation depuis son arrivée de la politique MADA, la politique famille, la politique de reconnaissance, la fusion des offices municipaux d'habitation, le transport collectif, les dossiers et les bons coups se succèdent. « Je suis très très fière des comités auxquels je participe parce qu'on travaille en équipe. Je n'ai pas l'impression de confronter des gens. On est vraiment là pour travailler en consensus pour faire progresser les dossiers, je pense que c'est ce qui me rend fière ».

Un clin d'œil sympathique pour son implication au sein d'un comité régional sur l'hygiène du milieu : « Je ne me sentais pas super compétente, je me disais que je serais tellement plus efficace ailleurs. Finalement, je n'ai pas eu ce dossier-là longtemps. Je crois que ça ne sert à rien d'aller contre soi ».

RELEVER LES DÉFIS DES DÉPARTS...

Pour Christina Perron, conseillère municipale à Saint-Marc-des-Carières, le fait d'avoir été choisie par ses collègues pour être la mairesse suppléante à la suite de la démission du maire, a été une grande fierté pour cette seule femme au conseil de ville. Ce défi a été un bon coup. « J'étais assez timide et pas vraiment habituée de parler en public. Je devais animer les séances du conseil de ville. J'ai pu développer ce côté-là et j'en ai appris beaucoup sur moi-même ».

Son conseil travaille depuis 4 ans sur un projet de développement des parcs qui présente différentes problématiques. Et elle aimerait être encore en poste pour pouvoir les régler. Un comité de citoyens a été formé pour amener des idées extérieures pour les différents parcs pour pouvoir les réaménager.

« Et nous avons eu des moments difficiles avec un groupe de citoyens au niveau de l'augmentation de la taxation et j'ai pu redresser la situation en tant que mairesse suppléante. C'est quelque chose dont je suis très fière », ajoute-t-elle comme éléments de ce rôle de dirigeante. « Si on se présente en politique en pensant que l'on peut plaire à tout le monde, on se trompe. Il faut y aller selon nos convictions et notre jugement et penser que l'on représente un certain pourcentage de la population, on peut bien vivre avec nos décisions et les justifier à la population. Si on explique bien et on vend bien notre point de vue, les gens acceptent bien la décision même s'ils ne sont pas d'accord ».



Christina Perron
Conseillère à la municipalité
de Saint-Marc-des-Carières

DES COMITÉS POUR TISSER DES LIENS!

Pour Martine Giroux, conseillère municipale du côté de Boischatel, les réalisations dont elle est le plus fière ont été réalisées au sein du comité reconnaissance auquel elle siège toujours. Aidée d'une ancienne élue devenue une amie Marjolaine Gilbert, elle a participé à la réalisation et au développement de cette ancienne soirée reconnaissance des bénévoles. Parti à bout de bras, ce gala est devenu très populaire et couru dans la communauté. Que ce soit le gala du bénévole, la soirée du banquier, les déjeuners des conseillers dans le temps du carnaval, les événements, se sont succédés dans l'originalité et surtout dans de grands déploiements.

« On disait aux conseillers demain 7 h vous aller faire le service avec nous autres. Le maire, les conseillers, on préparait tout et il se joignaient à nous. D'autres fois, on louait des costumes et on demandait au conseil leur aide et on leur demandait de porter les toges, les valises, les smokings et les chapeaux d'occasion. On organisait les événements puis on leur disait « Go », on a besoin de vous autres ».

L'autre belle réalisation a été la construction d'un centre sportif qui répondait à la demande grandissante d'activités familiales sur le territoire. « Depuis 1982, j'ai vu la ville évoluer. On était 2500 habitants et maintenant on approche les 9000 habitants, j'ai vu ma ville se développer et évoluer avec les jeunes familles plus nombreuses qui ont amené des demandes importantes en activités, des loisirs, de la sécurité, les pistes cyclables. Je suis fière de ce que ma ville est devenue ».



Martine Giroux
Conseillère à la municipalité
de Boischatel



Claire Gagnon
Mairesse
Municipalité de
Saint-Aimé-des-Lacs

DEVÉLOPPER LES ATTRAITS TOURISTIQUES DE SA RÉGION

Mme Claire Gagnon est mairesse de la municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs qui est la porte d'entrée du fameux parc régional des Hautes-Gorges-de-la-rivière-Malbaie. La réalisation politique dont elle est la plus fière est l'électrification du parc qui a permis son ouverture au public à l'année. Elle a su se tenir debout pour défendre ce dossier bien ficelé, qui tardait d'avoir une réponse requise afin de permettre l'amélioration de cet attrait touristique majeur pour ses citoyen.ne.s, avec un rayonnement important sur tout Charlevoix.

« Je croyais beaucoup au grand potentiel des Hautes-Gorges-de-la-Rivière-Malbaie, je me suis dit pourquoi pas travailler sur le projet d'électrification du parc pour l'ouvrir au public sur quatre saisons ». S'il avait fallu, affirme-t-elle, elle aurait été prête à aller coucher au parlement de Québec pour aller parler aux ministres!

« J'ai travaillé avec la députée en place, j'ai été rencontrer les deux ministres responsables du dossier, d'ailleurs ça avait changé de ministres deux fois en cours de route, ils sont descendus dans Charlevoix, je suis allée m'asseoir avec eux autres, je me suis fait inviter à leur table. Je voyais une lumière au bout du tunnel! Il ne faut jamais lâcher! »

« Tu sais, il faut foncer! Quand tu veux quelque chose d'important et de porteur, tu dois t'affirmer et prendre ta place. L'électrification des Hautes-Georges et l'ouverture du parc sur 4 saisons, ç'a été ma plus belle réalisation. Et j'en suis fière! »... aujourd'hui, c'est tout le monde qui en profite.

FUSION ET RESTRUCTURATION POUR DÉVELOPPER SON ISLE

Noëlle-Ange Harvey est entrée en politique au moment où comme commissaire scolaire, elle souhaite que ses enfants puissent faire la 5^e année du secondaire sur leur île. Mais, son bon coup est survenu au début de son 2^e mandat, où elle a travaillé à la fusion des trois municipalités qui formaient l'Isle-aux-Coudres dans le temps.

« On y comptait 3 municipalités, donc, il y avait 3 maires, 3 directeurs généraux, 18 conseillers municipaux... des rencontres à 18 personnes pour faire avancer un dossier, quand ce sont de gros dossiers, c'est lourd, c'est plus difficile, souligne-t-elle. Elle a dû s'investir et travailler davantage à un moment où elle avait de jeunes enfants à la maison. Même sous la menace et de nombreux commentaires désobligeants envers elle et sa famille, elle n'a pas baissé les bras : « Il ne faut jamais prendre cela trop personnel. Il ne faut pas avoir peur, parce que tu sais parfois, c'est dans l'émotion que les dossiers avancent ».

« Cette fusion a été quelque chose de beau et de grand parce qu'on a été capable de faire quelque chose d'immense et important pour tous les citoyens. Une île pas d'eau pour tes citoyens et pour accueillir tes gens, les touristes... les impacts positifs sont grand. Je trouve que c'est une belle réalisation! »

La fusion, l'aqueduc, le CLSC, l'acquisition d'un défibrillateur, l'éducation, garder les acquis par rapport au système de santé, chaque dossier est important. Elle conclut en insistant pour dire qu'il y a tellement d'autres belles réalisations qu'elle pourrait nous citer, car c'est au quotidien qu'on réalise le plus de choses importantes dans une politique de proximité comme le monde municipal.



Noëlle-Ange Harvey
Conseillère
Municipalité de
l'Isle-aux-Coudres

PASSION POLITIQUE, COULEUR ET DÉTERMINATION FÉMININE!

MARJOLAINE GILBERT

Ancienne élue et membre fondatrice
Réseau femmes et politique
municipale de la Capitale-Nationale



Nous sommes allées à la rencontre d'une ancienne élue, membre fondatrice du Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale qui a aussi assuré la coordination par intérim durant près d'un an. Nous souhaitions échanger avec elle sur l'importance d'accompagner les femmes en cette année électorale.

Quel a été le déclic qui s'est fait pour vous amener en politique municipale ?

En 2005, j'habitais Boischatel depuis 8 mois lorsqu'en août j'ai eu l'occasion de rencontrer le maire de Boischatel. Mon copain de l'époque me décrivait comme très active et très dynamique. Retraitée de Bell Canada, je m'occupais de la formation en loisirs. Voyant venir les élections de novembre, le maire m'a alors proposé de remplacer la seule conseillère féminine qui ne se représentait pas. Il voulait remplacer une femme par une femme.

À peine quelques mois de novembre, il fallait que je rencontre l'équipe et que je me familiarise avec le programme Option Boischatel. J'ai commencé mon porte-à-porte. J'ai adoré rencontrer les gens. Les résidents âgés me demandaient depuis combien de temps j'habitais à Boischatel et si je connaissais la municipalité. Moi, je leur répondais que je voulais me concentrer sur les projets d'avenir et que je n'avais pas besoin de connaître les histoires du passé. Et finalement, j'ai gagné avec un pourcentage assez élevé.

Pouvez-vous nous parler de votre expérience en tant que conseillère municipale au conseil de ville de la municipalité de Boischatel. Est-ce qu'il y avait parité au conseil de ville ?

Une conseillère municipale indépendante avait été élue. Nous étions 2 femmes et 4 hommes et je voulais l'intégrer dans l'équipe pour que l'on puisse travailler ensemble. Il a fallu convaincre mes collègues d'Option Boischatel de l'accueillir. Ils étaient craintifs et me demandaient d'être prudente et ne pas tout dire en face d'elle. Au contraire, j'étais convaincue que nous devions faire les choses ensemble et la considérer comme un membre à part entière de l'équipe. On devait considérer ce qu'elle voulait proposer pour la municipalité. C'est un point que j'ai gagné et je me suis sentie en confiance.



Quel serait un de vos bons coups pendant votre mandat en tant que conseillère municipale ?
Racontez-nous un peu!

Le gros projet de la municipalité était la construction du Centre sportif dont j'étais responsable. Il y avait un gros budget de rattaché à ce projet associé aux changements et modifications.



L'autre projet était la vente de l'église qui était transformée en condos. Il a fallu consulter l'archevêché et on voulait garder la façade de l'église ce qui a occasionné des rencontres avec les promoteurs. On voulait aussi avoir une salle pour les aînés afin qu'ils puissent se rencontrer.

Comme responsable des loisirs, j'ai amélioré les loisirs pour les personnes handicapées avec un partenariat avec la Fondation Tanguay. Par la suite, la municipalité de Boischatel a été reconnue pour avoir des camps d'été adaptés pour les handicapés. Un peu de confrontations ont eu lieu avec quelques citoyens qui devaient être expropriés à l'arrivée d'IGA. Finalement ça s'est bien passé. J'ai même revu des citoyens et tout se passait bien.



Est-ce que vous croyez que l'on doit prendre des mesures pour la conciliation travail-famille dans le milieu de la politique municipale ? Par exemple, aménager un horaire de travail pour les différents comités de travail et les séances du conseil de ville qui favorise la conciliation travail-famille ?

Moi je préfère parler de conciliation du travail professionnel, car il y a des papas qui s'impliquent. Depuis que j'ai quitté la politique, les choses ont changé. Il y a beaucoup d'amélioration. Nous on avait les documents le vendredi pour en prendre connaissance pour la séance du lundi suivant. Maintenant avec les nouvelles technologies, les conseillers-ères ont leur Ipad et dès que les documents sont prêts, ils ont accès et peuvent se préparer n'importe quand dans la semaine. Ils peuvent se familiariser avec leurs dossiers. On a aussi des réunions qui ont lieu sur Zoom. Il y a même des quartiers à Montréal où les réunions ont lieu entre 17 h et 19 h avec des garderies et de l'aide au devoir pendant que les parents travaillent au conseil de ville, voilà de beaux exemples d'adaptation aux besoins des femmes et des familles.



En tant que l'une des fondatrices du Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale, quelle a été votre motivation pour créer un réseau pour les femmes ?

On trouvait que les femmes étaient peu nombreuses et qu'elles n'étaient pas regroupées. Les plus audacieuses voulaient être candidates. Il y avait un besoin pour un réseau pour motiver les femmes et leur dire qu'elles étaient capables. Il existe de la formation et de l'aide quand on a un poste de conseiller-ère. On apprend, tout le monde est capable de le faire.

Pour avoir le goût d'aller en politique municipale, il faut d'abord choisir un champ d'intérêt : les finances, les travaux publics, les loisirs. Quand on a de l'intérêt, déjà on va avoir une certaine crédibilité, une certaine confiance. Ça va être beaucoup plus facile. Quand on s'implique dans les dossiers municipaux, on ne s'attend pas à travailler dans certains domaines. On peut se retrouver avec des dossiers en aménagement de bâtiments et s'apercevoir qu'on aime ça.

On ne porte pas tous les dossiers. Le conseiller ou la conseillère qui va porter un dossier dans lequel il-elle se sent confortable va venir expliquer le projet et l'idée qu'il y a derrière. Il faut en prendre connaissance et être capable d'apporter son jugement et ses idées. Après la présentation du dossier au conseil de ville, quand la décision est prise, il faut se ranger à cette décision et aller de l'avant.

Si on remonte en 2011, est-ce que c'était inhabituel de voir les femmes en politique ? Vous vouliez augmenter la proportion de femmes en politique municipale ?

Oui et comme il y avait peu de femmes, celles qui osaient se présenter en politique municipale se faisaient brasser un peu dans certains cas. Ça décourageait les autres. Il fallait arriver avec des exemples positifs et leur dire que l'on pouvait réussir. Moi je n'ai que de bons souvenirs de la politique municipale.

Le Défi parité a eu un apport important dans la région, vous avez débuté ce projet au moment où vous étiez coordonnatrice par intérim du Réseau (d'ailleurs il est toujours possible d'accompagner les municipalités dans la rédaction d'une politique d'égalité qui justement va favoriser cette vision d'égalité). Et maintenant nous travaillons pour ajouter l'inclusion sociale et la diversité. Tout ça est parti de l'idée du Réseau et en formant le réseau, il y avait déjà cette idée d'avoir la parité. Dites-nous en quelques mots.

La parité n'est pas juste la parité entre les femmes et les hommes. C'est de pouvoir penser les projets pour favoriser tous les milieux de la société : des jeux pour les enfants, des activités pour les personnes âgées, des accès pour les personnes à mobilité réduite, etc. Il faut donc s'assurer de bien coordonner les projets pour toutes les tranches de la société.



Quand j'ai quitté en 2011, ce n'est pas parce que je ne voulais plus faire de la politique. J'ai dû démissionner, car je déménageais. Dans certaines municipalités, il faut habiter l'endroit. En 2017, j'avais le goût d'y revenir. Je me suis impliquée dans l'organisation de madame Guérette pour aider les candidats-tes qui avait peu d'expérience. J'ai pu les accompagner car je connaissais les étapes d'une campagne électorale, le porte-à-porte, etc.

Quel message pourriez-vous adresser aux femmes qui hésitent à se porter candidates aux prochaines élections municipales ?

Commencez par donner son nom et peut-être se joindre à une équipe. Se présenter comme indépendant, c'est plus difficile. C'est plus facile si on partage un programme. Allez-y et essayez. Avec toutes les technologies, il n'y aura pas beaucoup de temps à consacrer et ce sera plus facile. C'est tellement intéressant et le milieu municipal est le plus près des citoyens. C'est là où tu as le plus de chances de voir les résultats de tes décisions à court terme. Je dis aux femmes de se lancer et je leur souhaite la meilleure des chances.

Comment voyez-vous la suite pour notre Réseau ?

Le Réseau a eu des périodes difficiles. On avait moins de financement. Dans les 2 dernières années, vous avez fait un pas en avant grâce aux deux projets Ensemble avec nos différences et le Défi parité. Je vois le magazine comme une bonne amélioration. Les visioconférences, aussi, sont plus facilitants pour réunir plus de monde. Il ne faut pas lâcher notre mission. Je souhaite toujours m'impliquer au réseau. J'ai déjà été marraine et je suis disponible pour l'être de nouveau si des femmes souhaitent mon aide.

Tout est de notre côté. Plus on rejoint de femmes, plus elles sauront prendre la relève. Il faut garder des façons d'échanger. Il ne faut pas lâcher!



La Caisse d'économie solidaire est la **coopérative financière des citoyennes engagées.**

Grâce à l'épargne de ses
15 000 membres,
la Caisse d'économie solidaire
investit **650 millions de dollars**
en économie sociale
au Québec. Imaginez
si nous étions 30 000!

**Joignez le
mouvement!**

1 877 647-1527
caissesolidaire.coop

**CAISSE.
D'ÉCONOMIE.
SOLIDAIRE.**

LE MILIEU MUNICIPAL APPELLÉ À CHANGER

MICHÈLE DUMAS-PARADIS

Vice-présidente
Réseau femmes et politique municipale



Le gouvernement du Québec veut adopter prochainement un projet de loi visant à instaurer des milieux de travail sans toxicité dans les conseils de ville.

Il faut mentionner que plusieurs municipalités se sont dotées d'un code d'éthique afin de mettre en place des balises qui aideront à sauvegarder la bonne entente et un milieu de travail sain.

On a entendu aux nouvelles ou lu dans les journaux que plusieurs maires et mairesses ou conseillers-ères renoncent à se représenter.

Il y a effectivement des climats toxiques dans certains conseils de ville. Et on a l'habitude de dire que la politique amène des conflits et qu'il faut se faire une carapace pour y survivre.

J'ai accompagné une femme dans son parcours et particulièrement dans une course à la chefferie et par la suite dans une campagne électorale. J'ai pu constater son engagement envers les citoyens-nes de son district. Je l'ai suivie dans sa journée très chargée d'entrevues, de réunions avec son équipe, d'analyse des dossiers et de prises de position. J'ai pu constater à quel point elle consacrait tout son temps et toute son énergie dans son implication envers ses concitoyens-nes.

J'admire sincèrement cette femme pour avoir été disponible pour les citoyens de son district pendant une quinzaine d'années. Elle a défendu plusieurs enjeux au conseil de ville en étant à l'opposition. Dans la position d'un parti à l'opposition, on critique et on pose des questions car on représente les citoyens-nes de son district. Ce qui ne fait pas l'affaire de tout le monde et on peut être vu par la population comme quelqu'un qui fait des interventions négatives.

Bien sûr, ce travail ne se fait pas sans risque de s'exposer à la réplique des conseillers-ères de l'équipe adverse. Mais cela peut se faire dans le respect des positions et des convictions des parties prenantes.

Des mairesses et des conseillères rencontrées dans nos entrevues pour les activités de la Grande Tournée et du magazine nous ont confié qu'il faut s'attendre à recevoir des critiques pour les projets adoptés au conseil de ville. Elles sont conscientes que les citoyens-nes ne seront pas toujours d'accord avec ce qu'elles proposent mais elles disent le faire pour le bien-être de la collectivité et elles assument leurs prises de position.

Il y a une manière de faire les choses et c'est d'être transparent et d'expliquer aux citoyens-nes pourquoi telle décision a été prise. Être à l'écoute et accepter d'entendre les doléances de la population est la clé pour de bonnes communications. Et il est possible d'apporter quelques changements à un projet, s'ils sont réalisables, pour gagner l'acceptabilité sociale.

L'avenir s'annonce encourageant pour ceux et celles qui veulent se lancer en politique municipale. Il ne faut pas se laisser arrêter par l'adversité et il faut plutôt miser sur la contribution que l'on peut apporter à sa communauté.

La plupart des élues sont unanimes à dire qu'elles aiment leur travail, qu'elles apprennent énormément et sur elles-mêmes également. Elles encouragent les femmes à se lancer en politique municipale pour vivre une expérience très enrichissante.



COMMENT REJOINDRE LES JEUNES VIA LES RÉSEAUX SOCIAUX EN PÉRIODE ÉLECTORALE

JULIETTE LACOMBE

Étudiante

Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale

Les jeunes d'aujourd'hui ont tendance à ne pas, ou à très peu, s'intéresser à la politique. Cependant, il est important qu'ils s'informent quant à l'importance de voter, puisque c'est ainsi qu'ils peuvent décider de l'avenir de leur municipalité, de leur région et même de leur pays. Malheureusement, beaucoup trop de jeunes ne comprennent toujours pas en quoi c'est si important et en quoi c'est un devoir et non un choix. Plusieurs facteurs peuvent être en lien avec ce désintérêt, comme la désinformation via les réseaux d'informations, le manque d'emphasis que mettent les établissements scolaires, le gouvernement et certains parents au sujet de la politique et bien plus encore. Malgré cela, il n'est pas impossible de changer la mentalité des jeunes et de les sensibiliser quant à la politique. Il faut commencer à les informer par l'intermédiaire de leurs réseaux sociaux les plus utilisés afin que l'information se rende à eux plus efficacement.



Source: Radio Canada

Étant moi-même une jeune femme ayant l'âge de voter, je peux assez facilement me mettre à la place des jeunes de mon âge par rapport aux différents réseaux sociaux qu'on utilise et par quels moyens on peut se renseigner sur les affaires de l'État. Cependant, je ne peux pas dire que nous avons tous le même intérêt envers la politique. Si c'était le cas, le taux de participation des 18 à 25 ans serait beaucoup plus élevé qu'il l'était aux dernières élections.

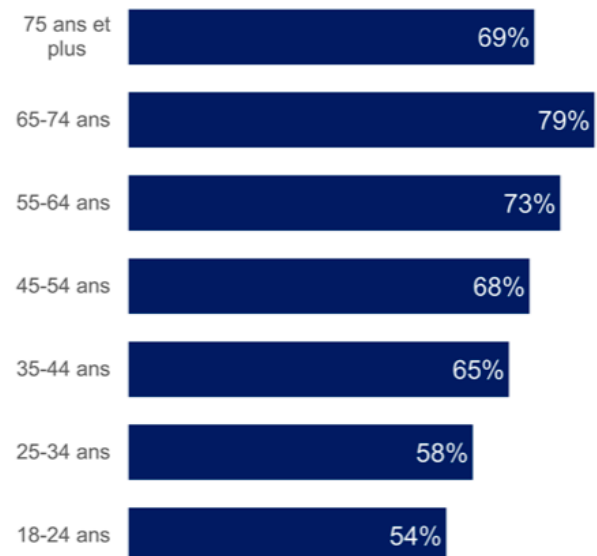


54 %
PARTICIPATION
DES 18-24 ANS



79 %
PARTICIPATION
DES 65-74 ANS

En effet, leur taux de participation tourne généralement autour de la barre des 50 %, ce qui indique qu'il n'y a qu'un jeune de 18 à 25 ans sur deux qui accomplit son devoir de voter. Comme on peut le constater, pour certains, il est très important de voter et de se renseigner et pour d'autres, ça ne fait aucunement partie de leurs priorités. Cependant, les jeunes devraient comprendre l'importance de pouvoir voter et d'ainsi pouvoir choisir qui pourra prendre les décisions qui s'apparentent le plus à leurs valeurs.



Taux de participation aux élections fédérales de 2019 selon les groupes d'âge (Élections Canada)



Qc125.com

Source: Radio Canada

C'est pourquoi les établissements scolaires, le gouvernement et même les parents devraient mettre davantage l'emphasis sur l'importance de suivre la politique et de voter. Si les enfants étaient sensibilisés très tôt à l'importance du droit de vote et aux activités de l'État, ils seraient plus susceptibles d'aller voter et de s'intéresser aux affaires gouvernementales. Bien entendu, les jeunes électeurs n'ont pas tous été habitués à prendre le temps d'aller accomplir leur devoir de citoyen et il faut penser aux moyens qui serviraient à les informer pendant la période électorale et ainsi les encourager à aller voter.

Au cours des dernières années, les réseaux sociaux utilisés par les jeunes ont changé et parfois, ils peuvent sembler insignifiants ou trop complexes aux yeux des aînés. Cependant, ces réseaux sont assez simples à utiliser et sont un excellent moyen de rejoindre les jeunes pour leur parler de la politique. Tout d'abord, le réseau social le plus utilisé par les nouvelles générations est Instagram, utilisé par environ 82 % des jeunes. Ensuite, Snapchat, un réseau de communication entre amis proches est utilisé par près de 75 % des jeunes. Suivi de Facebook, utilisé par près 55 % d'entre eux. Les autres réseaux sont utilisés par une minorité de jeunes et ne seraient pas très fructueux en matière de communication avec eux. De plus, Snapchat ne devrait pas être utilisé dans le but d'informer les jeunes à propos de la politique, puisqu'il ne s'agit pas du réseau approprié pour partager de l'information gouvernementale. Ce qui déduit que les deux réseaux sociaux propices au partage d'information politique sont Instagram et Facebook. Ces deux plateformes permettent de partager de l'information qui peut attirer l'attention d'un jeune adulte et ainsi les informer au sujet des affaires gouvernementales.



Source: Radio Canada

Enfin, étant une jeune femme de 18 ans, je peux confirmer que les réseaux sociaux que j'utilise le plus sont Instagram et Facebook et je pense qu'être informé au sujet de la politique par l'intermédiaire de ces réseaux serait très simple et efficient. Bien entendu, ce ne peut pas être le seul moyen pour les jeunes de s'informer au sujet de la politique, mais ce serait un très bon début pour les attirer et les sensibiliser sur l'importance de voter et d'accomplir leur devoir de citoyen et d'aller voter. Après tout, voter nous permet d'avoir un gouvernement qui s'apparente le plus aux valeurs générales de la population et si aucun candidat ne convient à votre mentalité, il faut l'exprimer et annuler son vote en se rendant au bureau de vote.



TRUCS ET ASTUCES

FINANCEMENT ET CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES (Chapitre XIII de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités - LERM)

1. Résumé des règles de financement et de contrôle des dépenses électorales;
2. Obtenir une autorisation
 - De solliciter et recueillir des contributions
 - D'effectuer des dépenses
 - De contracter des emprunts
 - Et nommer les personnes responsables
3. Suivre la formation obligatoire;
4. Ouvrir un compte de banque (Fonds électoral);
5. Financer votre campagne électorale;
6. Identifier votre publicité;
7. Respecter votre limite de dépenses électorales
(informer le public sur les sources de financement et les dépenses);
8. Produire les rapports.



Calendrier de la période électorale

Jour -44 /

Début de la période électorale

Premier jour pour la production d'une déclaration de candidature

Jour -30

Date limite pour la production des déclarations de candidature

Jour du scrutin

0 à 20 h : fermeture du scrutin

Fin de la période électorale

Jour du scrutin +90 jours

Date limite pour la remise des rapports

Principaux intervenants

- Le directeur général des élections
- Greffier ou secrétaire-trésorier (municipalité)
- Président d'élection (PE) (municipalité)
- Trésorier (municipalité)
- Partis politiques
- Candidat indépendant autorisé
- Représentant officiel (parti politique)
- Agent officiel (parti politique)

Contributions

- Seuls les électeurs ont le droit de faire des contributions politiques
- Don en argent, service rendu par un électeur (entreprises)
- Contribution de plus de 50 \$ -
Faites par chèque
- Contribution - Exceptions :
 - Travail bénévole
- Reçu officiel émis pour toute contribution (nom de l'employeur obligatoire)
- Maximum permis de 100 \$ par électeur et 200 \$ l'année d'élection par électeur par entité autorisée par année civile (montant additionnel de 800 \$ pour le candidat à sa propre campagne –l'année du scrutin)

Crédit fiscal

85 % pour les premiers 50 \$, soit 42,50 \$
75 % de l'excédent, jusqu'à un maximum de 200 \$, soit 112,50 \$



Dépenses électorales

- Pendant la période électorale
- Exception : travail bénévole
- Basées sur le nombre d'électeurs de votre district sur la liste électorale
- Limite transmise par le trésorier de la ville
- Écrit, objet ou matériel publicitaire : nom de l'imprimeur ou du fabricant, et nom et titre « agent officiel »
- Identification obligatoire même pour publicité maison ou annonce dans les journaux

Remboursement des dépenses électorales - Rapport à produire avec pièces justificatives

- 70 % des dépenses seront remboursées si le candidat a été élu ou a recueilli 15 % des votes
- Avoir produit un rapport financier et un rapport des dépenses électorales
- 90 jours après le jour du scrutin
- Signé par l'agent officiel et le candidat-e
- Fermeture du compte bancaire avec la preuve



SAVIEZ-VOUS QUE?

- Les municipalités administrent annuellement plus de 15 milliards \$.
- Elles sont responsables de près de 60 % des infrastructures publiques.
- Elles sont le niveau de pouvoir le plus près des citoyen-nés.
- Elles ont une incidence directe sur la qualité de l'environnement et la résilience des communautés dans les dossiers :
 - D'urbanisme;
 - De zonage;
 - De gestion des matières résiduelles;
 - De mobilité;
 - De gestion des eaux;
 - D'espaces verts;
 - De sécurité alimentaire;
 - De développement du territoire;
 - De développement économique;
 - De la sécurité publique.

Équipe de production

Rédactrice en chef, recherche, rédaction, mise en page

Lise Pilote

Recherche, rédaction, corrections

Anne-Marie Asmar

Michèle Dumas-Paradis

Juliette Lacombe

Manon Therrien

Graphisme et photographie

Annie Bolduc, Axe Création

Gilles Fréchette, photographe

MERCI À TOUTES LES PERSONNES
QUI ONT CONTRIBUÉ À LA
PRODUCTION CE MAGAZINE.

MERCI À NOS PARTENAIRES

Québec



CAISSE.
D'ÉCONOMIE.
SOLIDAIRE.

POUR VOUS IMPLIQUER, VOUS INFORMER SUR NOS ACTIVITÉS:

895, Raoul-Jobin, bureau 105, Québec (Québec) G1N 1S6
femmespolitique@gmail.com / 418 681.6211 poste 234



Vincent Caron

Député de Portneuf



ASSEMBLÉE
NATIONALE
DU QUÉBEC

vincent.caron.port@assnat.qc.ca

418 337-4378

Jean-François
SIMARD
DÉPUTÉ DE MONTMORENCY

ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

418-660-6870 | jean-francois.simard.mont@assnat.qc.ca



CATHERINE DORION
Députée de Taschereau



Bureau de circonscription
275, rue du Parvis, bureau 300
Québec (Québec) G1K 6G7
Tél. 418 646-6090
Téléc. 418 646-6088
Catherine.Dorion.TASC@assnat.qc.ca

**Penser différemment,
c'est parfait !**

Julie Vignola
Députée fédérale
de Beauport-Limoilou

2000, avenue Sanfaçon bureau 101
Québec, QC G1E 3R7
julie.vignola@parl.gc.ca
418-663-2113

BLOC
Québécois

julievignola.quebec | JulieVignolabq | JulieVignolaBL | JulieVignolabq

Sol Zanetti
Député de Jean-Lesage

ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

1750 avenue De Vitry
Bureau 303
Québec, G1J 1Z6
418 648-6221
sol.zanetti.jele@assnat.qc.ca

Joël Godin
DÉPUTÉ PORTNEUF – JACQUES-CARTIER

Ensemble, plus fort !

334, route 138, suite 230, Saint-Augustin-de-Desmaures • 418 870-1571

DÉPUTÉE DE BEAUPORT • CÔTE-DE-BEAUPRÉ • ÎLE D'ORLÉANS • CHARLEVOIX

CAROLINE DESBIENS
fait équipe
avec vous!

BUREAUX
Bureau principal
8749, boul. Sainte-Anne, bureau 180
Ste-Anne-de-Beaupré, Québec, G0A 3C0
Tél. : 418-827-6776 Téléc. : 418-827-7077
735, boul. de Confort, bureau 102
La Malbaie, Québec, G5A 1T1
Tél. : 418-665-6564 Téléc. : 418-665-6186
caroline.desbiens@parl.gc.ca

Émilie Foster
Députée de
Charlevoix-Côte-de-Beaupré
et adjointe parlementaire de la
ministre de l'Enseignement supérieur

emilie.fosterchcb@assnat.qc.ca

Bureaux de circonscription

Côte-de-Beaupré	Baie-Saint-Paul	La Malbaie
10989, boul. Ste-Anne, suite 101 Beaupré (Québec) G0A 1E0 Téléphone : 418 827-5115 Télécopieur : 418 827-4300	965, Monseigneur-de-Laval, bur. 101 Baie-Saint-Paul (Québec) G3T 2W3 Téléphone : 418 435 0395 Télécopieur : 418 435 6625	444 B, rue St-Ethomé La Malbaie, (Québec) G5A 1H4 Téléphone : 418 665-6345 Télécopieur : 418 665-4217

@Mile_Foster | /emiliedeputee | /EmilieFosterDeputee

« Ensemble pour notre
communauté »

JEAN-YVES DUCLOS
Député fédéral de Québec

jean-yves.duclos@parl.gc.ca
www.jeanyvesduclos.ca



Moi, je suis membre!

Devenez membres de notre réseau ou renouvelez votre membership et aidez-nous à poursuivre notre mission d'accompagner les femmes vers des postes décisionnels au sein du monde municipal!

Les membres sont à la base même du réseau. Elles en constituent la force et leur implication est indispensable au bon fonctionnement du réseau.

Informez vous sur notre membership!

POUR VOUS IMPLIQUER, VOUS INFORMER SUR NOS ACTIVITÉS:

895, Raoul-Jobin, bureau 105, Québec (Québec) G1N 1S6
femmespolitique@gmail.com / 418-998-3952